

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

8000 personnes dans les rues dunkerquoises

La manifestation du 29 janvier avait déjà obtenu un succès considérable en regroupant sur le pavé dunkerquois plus de 6000 personnes. Le 19 mars, nous étions encore plus nombreux puisque l'on dénombrait environ 8000 manifestants venus clamer leur mécontentement, leur inquiétude, leur incompréhension face à la politique du gouvernement qui ne cesse d'accumuler les instruments de

cas sociale. Derrière les syndicats, derrière les représentants de nombre de professions dont les universitaires, toujours mobilisés, ou les salariés du secteur social, toujours très nombreux à défendre leurs acquis, mis à mal par le gouvernement, derrière de nombreux représentants du secteur privé, les Socialistes avaient tenus à se déplacer en « force » afin de soutenir ce mouvement revendicatif on ne peut plus légitime. Le gouvernement ne semble pas pour autant avoir pris la mesure des difficultés de nos concitoyens demeurant engoncé dans son plan de relance. Ce dernier, s'il se cantonne à privilégier les investissements sans se soucier, à quelque moment que ce soit, de la consommation, du pouvoir d'achat des Français, est voué à sa perte... La mobilisation reste donc de mise!

Une fenêtre sur le logement social

Le dernier conseil municipal a été l'occasion de mettre l'accent sur la politique de notre majorité en matière de logement social. Notre collègue Wulfran Despicht, a ainsi présenté quelques opérations importantes à Petite-Synthe et en Basse-Ville. Au travers de ces dossiers, c'est toute notre politique en matière de logement qui mérite d'être mise en avant: une politique forte de la construction annuelle de 750 nouveaux logements sur l'agglomération dont 40 % de logements sociaux; forte d'un objectif de 100 % de logements à Haute qualité environnementale pour les constructions neuves; forte d'une lutte constante contre l'habitat indigne et le projet d'instaurer un permis de louer; forte de la volonté de répondre aux besoins de chacun: résidences étudiantes, logements adaptés pour les personnes âgées, les familles...

A25 et train, même combat!

Les travaux entrepris sur l'autoroute A25 sont nécessaires, indispensables et nous l'avons dit plus qu'à notre tour. Les travaux sur la voie ferrée, investissements utiles, entre Dunkerque et Lille sont également primordiaux... Mais nous trouvons qu'il a vraiment fallu un esprit brillant pour prévoir ces chantiers en même temps. Car la conséquence est d'envoyer sur une infrastructure en travaux et inadaptée, les usagers habituels de la SNCF « victimes » de la suppression de leur train ou de leur remplacement, jusqu'à Hazebrouck, par des autocars! Si l'on veut isoler Dunkerque de la Métropole lilloise, il ne faut pas s'y prendre autrement. Au moment où le Grand Port Maritime réfléchit à son développement stratégique, au moment où toutes les préoccupations sont tournées vers le soutien aux industries et aux emplois menacés par la crise, comment peut-on envisager d'isoler le Dunkerquois du reste de la région par l'application de plans qui, en trois mois, peuvent favoriser sérieusement les concurrents directs de notre port... Un peu de flexion, de temps en temps, ne ferait pas de mal...

ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

La sécurité des sites industriels sent le soufre.

Suite à l'incendie dans l'entreprise Citis située dans la zone industrielle, les Verts s'étonnent qu'il ait fallu écouter les radios pour apprendre qu'un accident sérieux s'était produit dans le dunkerquois. À l'exception des établissements scolaires, la vie a presque continué comme si de rien n'était dans la ville. Même si, grâce à l'action des pompiers, la situation a été rapidement maîtrisée, le discours officiel a toujours été orienté vers une minimisation des risques. « Le nuage n'est pas toxique », « pas de risques au plan de la santé ». Pourquoi donc, dans ce cas, avoir recommandé à la population de rester confinée et aux élèves de ne pas rejoindre certains établissements scolaires?

Les émanations de dioxyde de soufre induites par l'incendie doivent rappeler les conséquences environnementales et sanitaires qu'un tel incident survenant en zone urbaine dense entraîne sur les populations voisines. Contrairement aux propos lénifiants du sous-préfet, il faut rappeler que le dioxyde de soufre n'est pas seulement irritant. Il provoque une altération de la fonction pulmonaire particulièrement préoccupante chez les enfants, les personnes asthmatiques, souffrant de bronchites, de gênes respiratoires. Les messages diffusés ont, hélas, fait l'impasse sur ce type d'information. Cet incident sérieux se manifeste alors que l'état sanitaire du littoral est déjà extrêmement détérioré du fait des émissions massives et continues de polluants par des entreprises insuffisamment contrôlés pour l'heure. Les Verts exigent que le contrôle des risques industriels soit renforcé par le recrutement d'un véritable corps d'inspecteurs des installations industrielles afin de détecter les manquements aux obligations légales et prévenir ainsi les incidents.

Nous contacter : www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/
27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78.

ÉLUS COMMUNISTES

L'avenir du port c'est maintenant

En février 1957, une délégation Dunkerquoise, conduite par Lucien Duffuler, était reçue par Alexandre Verret représentant Guy Mollet, président du conseil. La délégation qui était venue demander des crédits pour moderniser le port et le réseau fluvial, reçut la réponse suivante: « **je crains que vous ne soyez à côté de la question. Vous êtes des gens du Nord et vous devez voir les choses d'une manière réaliste. Vous venez nous demander des crédits... Vous n'oubliez qu'une chose et c'est l'essentiel. Si comme nous l'espérons tous, le marché commun est voté le port de Dunkerque sera éclipsé par celui d'Anvers. Maintenant nous pensons Dunkerque, mais avec le marché commun nous pensons naturellement Anvers.** ».

C'est la détermination des dockers, celle des Dunkerquois et leurs

luttons, qui auront permis de maintenir notre port à flot.

50 ans après, nous sommes confrontés à la même situation. En effet, la liaison du canal Seine-Nord va révolutionner l'acheminement des marchandises en provenance ou à destination des grands ports du Nord. Il est, en effet, prévu de faire transiter non plus des péniches mais des barges de plusieurs milliers de tonnes pouvant transporter des containers sur 3 hauteurs.

Pour se préparer à ce bouleversement nos voisins Belges ont pris la décision d'élargir le canal de la Lys et de rehausser les ponts à 7 mètres (et même à 9 m pour certains) pour permettre le passage des barges.

Ce rehaussement des ponts est indispensable pour Dunkerque. Si cela ne se faisait pas, le port de Dunkerque serait enclavé et nous serions alors condamnés à regarder les navires passer au large. Actuellement, les Voies Navigables de France et le gouvernement déclarent qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Comme Alexandre Verret ils ont fait le choix d'Anvers.

Allons nous les laisser faire? Il y va de l'avenir du port et de la création de milliers d'emplois.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 -
Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - particom@free.fr.

ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

Si le mois de mars a vu la fin d'un carnaval insensible à la morosité, il a vu, lors du dernier week-end, le résultat de l'action coordonnée de la municipalité, de la maison de promotion de la santé et des associations ayant trait à la santé et en particulier l'association « Cœur et Santé »: Le parcours du cœur imaginé par le Docteur Henri Delbecque a permis pendant 3 jours de sensibiliser les enfants des écoles et les familles aux bienfaits d'une activité physique régulière. Les nombreuses associations sportives s'y sont associées. Cette manifestation a permis de faire bouger les habitants des différents quartiers vers d'autres communes comme Leffrinkoucke et Coudekerque-Branche.

Il faudra maintenant penser à la dimension européenne de notre ville, vécue au quotidien par Michel Delebarre, mais aussi par la population. Il faudra penser aux prochaines élections et aller voter afin de construire une Europe plus forte avec une véritable politique sociale.

ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

Pour contact : clnicolet@wanadoo.fr.

ÉLUS LES ALTERNATIFS

Les adhérents (es) Alternatifs ont voté pour décider de leur position aux élections européennes :

- à 30% pour une alliance avec le « Front de gauche »,
- à 31% pour une alliance avec le NPA,
- à 35% contre la participation à une liste si l'unité de toute la gauche antilibérale n'est pas réalisée.
- 4% se sont abstenus.

Comme il était prévu, les deux positions arrivées en tête vont être départagées par un second vote :

- soit pour l'alliance avec le NPA,
 - soit contre la participation à une liste en absence d'unité large.
- Le groupe « Littoral Dunkerque » s'était lui, prononcé à 71% contre la participation à une liste si l'unité de toute la gauche antilibérale n'est pas réalisée et à 29% pour une alliance avec le « Front de gauche ».

Université d'été

Les Alternatifs ont choisi Dunkerque pour y organiser leur université d'été 2009.

C'est donc plusieurs centaines d'adhérents, de sympathisants et d'invités qui viendront de tous les coins de France, à une date qui reste à préciser sur notre littoral.

Pour plus d'infos écrire au 25 rue de la Paix à Dunkerque où venez nous voir à l'occasion de nos permanences : les mercredis de 17 h à 19 h ou les samedis de 10 h 30 à 12 h.
Il est possible aussi de nous contacter par mail : l.alternatifs@laposte.fr.

Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

➔ Les réformes sont indispensables mais... l'Université a peur

Depuis plus d'un mois l'Université est perturbée par des grèves. Combien y-a-t-il toutefois de vrais grévistes étudiants ? combien de professeurs grévistes ?...

Ces mouvements, au-delà de l'expression d'une réelle inquiétude devant l'avenir, révèlent clairement l'inaptitude du système universitaire à accepter le dialogue et à prendre en compte la nécessité des réformes structurelles indispensables.

Qui plus est, l'utilisation, à des fins politiques ou corporatistes, des incertitudes des jeunes n'est que trop évidente. L'université devrait être un élément déterminant de dynamisme, d'adaptabilité, d'imagination, de responsabilisation, assurant les conditions objectives de la formation des jeunes et donc du développement de notre pays.

Au contraire, les revendications des grévistes mettent en avant la peur. Peur de l'autonomie des universités ; peur de la réforme de la formation des enseignants ; peur de la réforme du statut des chercheurs.

L'autonomie, concrétisée déjà dans plus de vingt universités, menacerait leur stabilité et entraînerait une concurrence entre elles, comme si cette concurrence (perspective horrible pour les socialistes) n'existait pas déjà et était au cœur du problème de l'inefficacité et de l'inadaptation de nos universités aux réalités.

Prendre les Français et surtout les jeunes pour des imbéciles et faire croire qu'en occultant tout moyen de comparaison on empêchera les disparités, est une escroquerie intellectuelle qui marque en fait la peur chronique, sclérosante, de ceux qui, au sein du système, refusent par principe, par intérêt, par idéologie, toute autonomie permettant aux universités de choisir les conditions et la stratégie de leur développement en valorisant leurs enseignements et leurs recherches en partenariat avec le tissu économique et les entreprises.

La peur des étudiants des IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres) est d'une autre nature : la prolongation de la durée des études (bac + 5) plus théoriques et donc moins professionnelles. Derrière cette analyse qui doit être prise en compte et a débouché sur un aménagement du projet, apparaît la défense corporatiste des IUFM, basée sur la « science de la pédagogie » (science exclusivement française) dont on peut, depuis des années, constater les résultats enthousiasmants... Qui peut objectivement nier la nécessité d'une évolution en rapport avec les normes européennes ? en rien incompatible avec une formation professionnelle adaptée et modulable.

La défense du statut des enseignants chercheurs, leur indépendance et leur capacité à mettre en valeur leurs travaux, est légitime. Mais comment présenter comme arbitraire le souci de responsabiliser davantage les enseignants ? Est-ce un comportement « citoyen » de déclarer que tout contrôle, par des pairs, tout règlement intérieur fixant les modalités de leur travail, est liberticide ? Quelle profession disposerait d'un tel droit de non-ingérence totale sur son activité ? Nier la possibilité réelle d'abus serait faire preuve d'angélisme et ne peut que nuire à la crédibilité de nos universités.

Les peurs structurelles qui sont au cœur de la crise actuelle ne peuvent être résolues que par le retour à une analyse rationnelle repo-

sant sur le dialogue et le refus de toute démagogie.

Le rejet systématique et caricatural de toute réforme par une institution repliée sur elle-même, accrochée par réflexe ou intérêt à des avantages acquis, ne peut que conduire à une inadéquation désespérante du monde réel, entraînant le rejet de plus en plus évident des jeunes du système universitaire et le déclin de son prestige et de sa crédibilité.

Pour les « 20 ans » du Maire nous aimerions lui offrir cette citation d'Albert Camus :

« La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité ».

Ensemble pour Dunkerque : Jacqueline Gabant, Daniel Thienpoent, Laurence Wattre, Pierre le Boeuf. 12 place du Palais de Justice - 59140 Dunkerque.

ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

➔ Vingt ans déjà.

À grands renforts de tambours et trompettes, la presse locale rappelle l'arrivée de Michel Delebarre à la Mairie de Dunkerque, puis à la CUD. Nous y étions, les uns, déçus avec Claude Prouvoyeur, les autres enthousiastes, avec M. Delebarre. Tous nous pouvions attendre du nouveau maire de l'énergie et un savoir-faire... ministériels. Et en effet, les premières années furent dynamiques : on a refait les places et quelques rues avec détermination. Qui ne l'aurait fait ? Plus sérieuses furent la réforme portuaire, très utile, mais contestée, l'ouverture du Bateau-Feu et la création de l'Université de plein exercice, préparée de longue date par des universitaires et un groupe autour d'Albert Denvers, dont on oublie injustement le rôle majeur de développeur. Bravo donc pour ces créations fondatrices d'avenir. Que reste-t-il aujourd'hui ? Bouffi d'orgueil, il méprise ceux qui ne lui sont pas soumis, même s'ils sont élus du peuple. L'économie ? Elle s'effondre, pour des raisons extérieures, mais a-t-on préparé l'avenir, en 20 ans ? Non ! La pollution est là, on l'a vu avec le nuage de souffre, la santé des dunkerquois est atteinte, mais les emplois s'en vont, l'argent de la taxe professionnelle partira, sans qu'on ait investi dans l'avenir. Le pire arrive. Avec la crise, avec moins d'industrie lourde, le port va se trouver en difficulté. Le quartier du Grand large, prévu pour attirer des gens aisés, ne se vend pas et on le confie aux bailleurs sociaux, pour masquer l'échec du projet urbain. Les banques laissent tomber les petits commerçants et le nombre de faillites augmente dramatiquement. L'université aurait pu être le fleuron du renouveau, elle n'a pas de place reconnue dans le développement. Le maire, le président de la CUD n'est pas responsable de tout, non. Il est responsable de la préparation de l'avenir. Et là, on se frotte les yeux, le Maire n'a rien à dire, rien à proposer aux jeunes qui quittent massivement Dunkerque, et à ceux qui espèrent dans les 20 prochaines années. Décidément, M. Delebarre déçoit. Il faut préparer le changement.

Édith Varet, Pierre Yana, Conseillers municipaux « Dunkerque demain, avec vous », MoDem : 06 10 26 26 05 - pierre.yana.fr

ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

➔ Vive les enfants de Jean Bart, ce sont de fameux gaillards

Cela s'est vérifié de nouveau cette année. De Dunkerque à Petite-Synthe, en passant par la Citadelle, Malo et Rosendaël, la bande a connu un grand succès populaire. Mais fête ternie par des débordements.

Des signes inquiétants

Un tambour-major qui arrête la bande puis le rigodon pour cause d'insécurité, la clique qui traîne la jambe pour la même raison. Une minorité pervertit chaque année un peu plus l'esprit de la bande. Ceux-là pourraient brailler « Vive les enfants de Jean Bart, ce sont de fameux saoulards ».

Des causes identifiées

- La commercialisation de la fête : le carnaval désormais vendu comme destination touristique pour faire de l'argent.

- Le détournement de la fête à des fins politiques : de l'avant bande avec bière à volonté en Mairie, à l'exhibition du maire en tête du cortège alors même que le carnaval c'est le déguisement et prendre pour un jour un masque qui n'est pas le nôtre.

- Le silence complice des autorités sur les débordements et l'absence de sanctions.

- L'apparition du phénomène des bandes avec son cortège de bagarres.

Pour un réenchantement du carnaval

Une tradition identitaire en Europe, et particulièrement en Europe du Nord. Le temps du Mardi Gras correspond à celui du carnaval : fête collective, inversion des rôles et déguisement, abolition des codes sociaux le temps de la fête. Retrouver son esprit originel, c'est l'assurance d'un « développement durable » de la bande.

Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque - <http://defidunkerquois@gmail.com>

ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

➔ Une seule solution : la grève générale

La journée de grève et de manifestations du 19 mars a été plus puissante encore que celle du 29 janvier. On y a vu la force du monde du travail qui est immense. Ce sont les travailleurs qui font marcher toute l'économie. S'ils se croisent les bras tous ensemble, ils ont aussi le pouvoir d'imposer leurs exigences sur l'emploi et les salaires.

Contre le chômage, il faut interdire les licenciements et les suppressions d'emplois et imposer la répartition du travail entre tous. Contre la baisse du pouvoir d'achat, il faut une augmentation générale des salaires et des retraites. Pour cela il faut prendre sur les profits accumulés par les capitalistes.

En Guadeloupe et en Martinique, le patronat et son gouvernement ont été contraints de reculer devant la grève générale. Ce qui a été possible aux Antilles, l'est encore plus en France. Ici aussi, c'est par la grève générale, en 1936 et 1968, que les travailleurs ont pu contraindre le patronat aux reculs les plus importants.

Bien sûr, une grève générale ne se décrète pas, mais elle se prépare en s'appuyant sur les journées réussies pour aller de l'avant.

Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78.

Permanences des adjoints

sur rendez-vous

◆ Hôtel de ville

- **Alain Vanwaefelghem** (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- **Gracienne Damman** (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- **François Liber** (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- **Joëlle Crockey** (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- **Marianne Nouveau** (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- **Vincent Leignel** (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- **Marie-Noëlle Loger** (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- **Patrice Vergriete** (Sports) : 03 28 26 25 19.
- **Zoë Carré** (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- **Claude Nicolet** (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- **Anne-Marie Dubreucq** (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- **Daniel Lemang** (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- **Marcel Lefèvre** (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- **Wulfran Despicht** (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- **Salim Draï** (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- **Marie Fabre** (Insertion).
- **Philippe Waghemacker** (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- **Jeanne Becquet** (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- **Claudine Ducellier** (Déplacements urbains).
- **Jo Dairin** (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- **Karima Mahroug** (Cultures urbaines).
- **Bernard Dormaël** (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- **Louardi Boughedada** (Politique de la ville et rénovation urbaine).

◆ CCAS

- **Fabrice Baert** (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.